

L'affaire Werner Braeuner

Paris le 1er mai 2001

Chers amis, chers camarades,

Werner Braeuner, chômeur de la région de Brème (Allemagne), a tué en février dernier le directeur de son ANPE. Il est depuis en prison, en attendant son procès. Nous - quelques amis ou correspondants de Werner, quelques membres de comités de chômeurs et précaires en France - aimerions l'aider. Nous croyons comprendre son geste, car les problèmes auxquels il a été confronté ne sont pas bien différents de ce que nous vivons, nous ou nos proches.

Nous savons qu'il n'est pas facile d'organiser un soutien dans ce contexte, car toute action ou prise de position intempestive pourrait lui porter préjudice. C'est pourquoi nous avons choisi de rédiger un texte clair, donnant des informations simples, sur les circonstances concrètes du meurtre, l'enchaînement de circonstances qui a pu l'y pousser (ses difficultés matérielles, son état de fragilité psychologique, les problèmes personnels qui ont accentué son désespoir), mais aussi sur ce que nous savons de lui, de son activité militante, de ses convictions. Nous avons en outre jugé nécessaire d'expliquer le contexte social de cet acte, à savoir l'évolution du traitement réservé aux chômeurs en Allemagne et plus généralement en Europe. En conclusion, nous plaçons pour que l'on ne réagisse pas face à cet acte individuel en termes de réprobation morale, mais que l'on se rende compte que c'est le caractère de plus en plus impitoyable et autoritaire du traitement que la société réserve à ceux qu'elle marginalise qui engendre ce genre d'acte irraisonné. Que c'est là un problème collectif et que la répression - une répression qui vont inévitablement réclamer les tenants de l'ordre, en s'attachant à réduire cet acte à sa dimension individuelle - ne changera rien aux raisons qui l'ont produit. Seul un changement social radical peut éviter la multiplication de ce genre d'actes individuels désespérés.

Nous vous invitons à faire circuler ce texte autour de vous, à le publier, à vous y associer publiquement et à écrire vos propres réflexions, pour que le silence ne retombe sur cette histoire comme les portes de la prison sur la vie de Werner. Ainsi pourra se constituer une base de soutien et le début d'une campagne au niveau européen qui prépare l'opinion publique en vue du procès, qui devrait débiter les 2 et 3 août prochains.

Les amis de Werner Braeuner en France

C'est cette logique sociale qui est criminelle !

Le matin du 6 février Werner Braeuner, chômeur vivant à Verden, dans la région de Brème (RFA), a tué M. Klaus Herzberg, responsable de l'Arbeitsamt (l'équivalent allemand de l'ANPE) local, qui avait supprimé ses allocations, son unique source de survie. Puis il est allé se rendre à la police.

Qui est Werner Braeuner ?

Werner est ingénieur, et depuis huit ans il est au chômage. Il militait pour la réduction du temps de travail, pour un revenu garanti, pour une société d'individus libres, non abrutis par le travail. Il lui arrivait fréquemment de traduire des textes venus de France pour les associations de chômeurs allemandes. Il était connu en France dans le milieu des militants contre le chômage pour ses interventions dans la liste AC Forum, pour son sens de l'humour, son ironie et sa bonté, le sentiment de révolte qui l'animait et son français très imagé.

Il n'a jamais rien fait pour se rendre sympathique à la gauche gouvernementale. Ses prises de position, critiques des accointances des Verts allemands avec le lobby pétrolier et du productivisme social-démocrate, expliquent suffisamment le silence qui entoure son cas.

Ses idées étaient discutables, et bien souvent discutées dans le mouvement des chômeurs, mais poussaient à la réflexion et ne laissaient personne indifférent.

La presse a rapporté l'affaire en adoptant d'emblée l'hypothèse de la préméditation. Le journal local et le Bild (flambeau de la presse-poubelle allemande), notamment, trop contents d'avoir affaire à quelqu'un qu'ils pouvaient présenter comme un extrémiste, un symbole du combat anticapitaliste, se sont empressés de lui attribuer l'intention d'empêcher la conférence de presse sur les chiffres du chômage qui devait avoir lieu le jour même à l'Arbeitsamt local. Ainsi le procureur n'aura-t-il plus qu'à suivre cette voie toute tracée pour construire son réquisitoire.

Or nombre des détails fournis sont totalement fantaisistes, notamment le prétendu rapport d'amitié qui liait Werner au propriétaire de la chambre qu'il louait dans une ancienne ferme et aux yeux duquel Werner passait beaucoup de temps devant son ordinateur - à nous d'ajouter: à discuter avec ses amis aux quatre coins de l'Europe - mais ne cherchait pas de travail. Evidemment, ces journaux se gardent bien d'informer leurs lecteurs de l'existence en Allemagne de 76 000 ingénieurs au chômage, dont la plupart de la génération de Werner, et de leur expliquer pour quelle raison ceux-ci devraient consacrer l'essentiel de leur vie à la recherche désespérée et désespérante d'un boulot inexistant.

Le contexte, les raisons

Werner a vécu ces dernières années une situation particulièrement dure, qui l'a fragilisé. Les difficultés matérielles, le manque d'espace dans son ancien logement et les tensions qui s'accumulaient l'ont contraint à une séparation forcée d'avec sa compagne. Quelques mois avant la naissance de leur fille, il a dû chercher une chambre dans un village voisin. En juillet, il sollicite un stage de formation, qu'on lui accorde. Cinq mois après, soit fin novembre, démoralisé par le fait de ne rien y faire la moitié du temps, il décide de le quitter après avoir écrit - et rendu publiques - deux lettres où il explique ses raisons à M. Herzberg, de la décision duquel dépend le maintien de ses allocations. Mais M. Herzberg a reçu des consignes, et semble convaincu de leur bien-fondé, puisqu'il ne tient pas compte des arguments de Werner et affiche sa volonté de le radier lorsque celui-ci le rencontre à l'Arbeitsamt. Embourbé dans une situation psychologique qui s'aggrave, souffrant de violentes douleurs du dos, accablé par les tracasseries administratives, Werner est de surcroît menacé de radiation à la mi-janvier. Début février, il reçoit la notification qui le prive de ses allocations. Il est alors tenté par l'idée du suicide, comme bon nombre de chômeurs dans pareilles circonstances. Mais il réagit, et le matin du 6 février, il va à la rencontre de M. Herzberg, l'homme qui, dans sa vie concrète, incarne ce système inhumain. C'est alors que, submergé par le sentiment de l'injustice subie, incapable de se maîtriser, il le frappe à mort. Il s'est révolté contre une machine, mais il a tué un homme. Encore sous le choc de son acte, il se rend à la police, et plus tard fait sa déposition devant le juge. Il est alors incarcéré, et, pendant deux mois et demi, partage une cellule de 7,5 m² avec un codétenu. C'est peu à peu qu'il réalise, horrifié, le désastre qu'il a provoqué : la mort d'un homme, la douleur de la famille Herzberg et de la sienne, le malheur qui s'abat sur sa femme et son enfant.

Pourquoi il faut le défendre ?

L'histoire de Werner ressemble à beaucoup d'histoires de chômeurs de longue durée. Avec la perte du travail, ce

sont les conditions matérielles de vie qui se détériorent, le recours à des solutions provisoires qui s'impose et qui dure, les relations intimes qui se tendent puis se défont. La société vous a mis au rebut, à vous de résister comme vous le pouvez au sentiment de déchéance et d'inutilité - Werner avait choisi l'action militante et la réflexion collective pour y faire face, choix que beaucoup de chômeurs français comprennent trop bien. Mais aujourd'hui, les gouvernants de plusieurs pays d'Europe prétendent de surcroît vous faire porter la responsabilité de votre situation de chômeur, en vous imposant des solutions de "sortie" du chômage qui sont souvent pires que les solutions de survie avec lesquelles, bon an mal an, vous avez pu parfois retrouver un équilibre minimal : des boulots trop précaires et trop mal payés pour vous permettre de vous reloger décentement et de refaire votre vie, des formations plus ou moins bidon qui vous enfoncent dans le sentiment de non-sens et d'inutilité, sans vous garantir rien au bout. C'est cette logique qui s'impose au nom de la "lutte contre le chômage" en France, à travers les radiations massives et des mesures comme le PARE, c'est cette même logique qui s'impose en Allemagne, où le gouvernement n'a actuellement rien d'autre à proposer, pour régler le problème du chômage comme il s'y était engagé au moment des élections, que d'augmenter le contrôle et la répression sur les chômeurs, sans rien résoudre sur le fond. Comment s'étonner dans ce contexte, et en l'absence de perspective capable d'offrir un débouché à la révolte par l'action collective, que des individus "pètent les plombs" en s'attaquant directement à ceux qui se font les agents les plus immédiats de cette politique? Aux Etats-Unis, la multiplication de ce genre de gestes est telle qu'elle commence à devenir un phénomène social. Celui va-t-il gagner les pays d'Europe qui choisissent de masquer les problèmes que crée une polarisation sociale croissante en augmentant les contraintes sur les plus pauvres, les poussant à l'exaspération et au désespoir ?

La violence de cet acte peut rebuter, mais elle est une réaction directe à la violence subie et au sentiment d'impuissance. Werner est le thermomètre d'une tension qui monte. Malheureusement, la justice risque de tout faire pour éviter que la dimension sociale de cet acte soit mise en avant. A nous de faire en sorte que l'on ne puisse traiter en simples cas judiciaires les actes de ce genre, et de montrer que c'est la logique sociale qui pousse des hommes comme Werner au désespoir qui est criminelle.

Werner a déjà payé pendant huit longues années de chômage et de marginalisation qui ont précédé son geste. Il serait donc d'autant plus injuste que l'on exerce contre lui une forme de "vengeance" qui, de surcroît, ne rendra pas la vie à M. Herzberg. Le geste de Werner nous interpelle tous - chômeurs, salariés, exploités, et tous ceux pour qui l'existence dans une société riche de la misère liée au chômage reste et restera toujours un scandale. Ne le laissons pas tomber !

Texte collectif - mai 2001

Vous pouvez :

- Lui écrire à l'adresse suivante :

**Werner Braeuner
JVA Verden
Stifthofstr.10
27283 Verden
Allemagne**

- Le soutenir financièrement :

**Kreissparkasse de Achim , BLZ : N°29152670, compte N° 100680)
en précisant "Werner Braeuner" . Ce compte est chez l'avocat.**

- Nous contacter à l'adresse électronique suivante : wbraeuner.support@free.fr

- Manifester votre soutien en écrivant à son avocat :

**Michael BRENNECKE
63 Obernstrasse
D-28832 Achim
Allemagne**
